

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le PIB réel augmente depuis le deuxième semestre de l'année dernière, principalement grâce au redressement des marchés d'exportation. La demande intérieure reste faible, pénalisée par un chômage élevé et le resserrement de la politique budgétaire. Une reprise progressive est prévue en 2010 et 2011, avec une croissance du PIB de respectivement 2 % et 3 %. L'inflation devrait remonter graduellement pour atteindre environ 2 % d'ici 2011, soit moins que le nouvel objectif des pouvoirs publics.

Le nouveau gouvernement doit élaborer un plan concret d'assainissement des finances publiques. Le retour à la croissance n'améliorera le solde budgétaire que dans une faible mesure. Pour inscrire l'effort d'assainissement dans le long terme, il faudra donc restreindre considérablement les dépenses, en particulier dans les secteurs de la santé, de la protection sociale et des pensions, et engager des changements institutionnels visant à renforcer le cadre de politique budgétaire et à mettre en place des mécanismes permettant une élaboration des politiques qui mobilise l'ensemble des administrations.

Les derniers indicateurs montrent un rétablissement quelque peu hésitant de l'activité

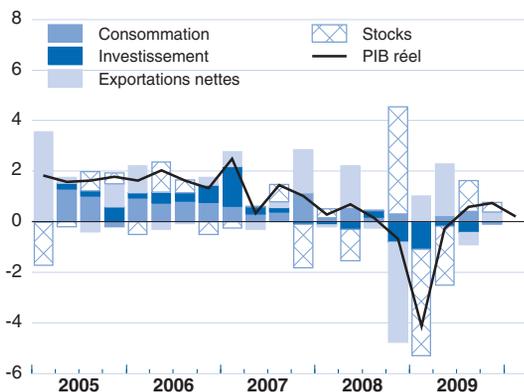
Après une forte chute de 4.1 % l'année dernière, la croissance du PIB réel est redevenue positive au second semestre de 2009, tirée par les exportations, tandis que la consommation privée reste atone. La production industrielle est résolument repartie à la hausse et reste tirée par le secteur automobile et la métallurgie. L'indicateur composite de confiance de l'Office tchèque des Statistiques s'est effrité en mars, avant de se rétablir en avril. Signe encourageant, le taux de chômage semble avoir atteint son point haut et a baissé en mars comme en avril.

La politique monétaire reste souple et le secteur bancaire semble bien résister

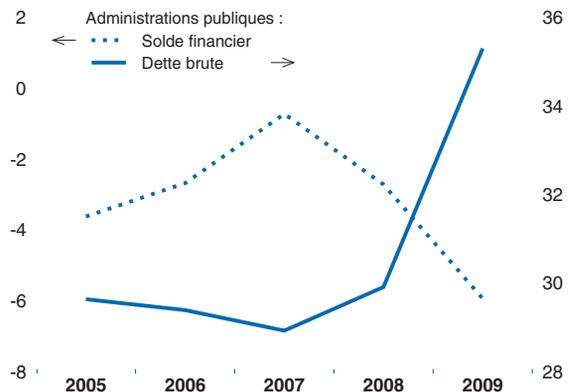
Compte tenu des faibles pressions inflationnistes, le taux directeur a été ramené en mai au niveau historiquement bas de 0.75 %, soit un quart de point de moins que le taux de la BCE. Après une période de volatilité pendant la crise financière internationale, le taux de change a plus ou moins renoué avec sa tendance à l'appréciation réelle. Même si le ratio de

République tchèque

La croissance est devenue positive
Contributions à la croissance trimestrielle, %



La dette publique monte
% du PIB



Note : La dette brute est définie selon les critères de Maastricht.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87 ; OCDE, base de données des Comptes nationaux.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932311441>

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	1 562.8	5.0	3.5	-0.1	-0.8	1.8
Consommation publique	687.0	0.7	1.0	4.4	2.4	0.8
Formation brute de capital fixe	796.3	10.8	-1.5	-8.3	0.6	4.5
Demande intérieure finale	3 046.1	5.5	1.6	-1.2	0.3	2.2
Variation des stocks ¹	69.5	-0.2	-0.5	-2.5	0.6	0.0
Demande intérieure totale	3 115.7	5.2	1.1	-3.8	0.9	2.2
Exportations de biens et services	2 467.6	15.0	5.7	-9.9	6.0	7.1
Importations de biens et services	2 357.6	14.2	4.3	-9.9	4.8	6.5
Exportations nettes ¹	110.0	1.1	1.3	-0.4	1.1	0.9
PIB aux prix du marché	3 225.6	6.1	2.3	-4.1	2.0	3.0
Déflateur du PIB	—	3.4	1.8	2.7	1.0	1.9
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	3.0	6.3	1.0	1.8	2.0
Déflateur de la consommation privée	—	2.9	4.9	0.3	1.4	2.1
Taux de chômage	—	5.3	4.4	6.7	7.8	7.5
Solde des administrations publiques ²	—	-0.7	-2.7	-5.9	-5.4	-5.7
Balance des opérations courantes ²	—	-3.2	-0.6	-1.0	0.1	-0.4

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932313588>

créances improductives augmente, le secteur bancaire continue de bien résister. Il est bien capitalisé, financé par des dépôts locaux, épargné par les actifs toxiques ou les prêts en devises et continue d'être rentable.

**L'assainissement
budgétaire a commencé
en 2010, mais
les perspectives sont floues**

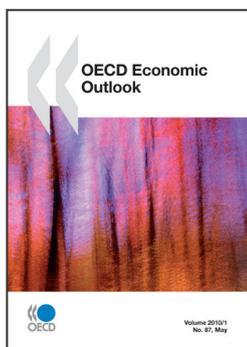
À 5.9 % du PIB, le déficit des administrations publiques se situe légèrement en deçà des prévisions de l'année dernière, en grande partie sous l'effet de facteurs ponctuels. Les autorités ont démantelé très tôt leurs mesures de relance et adopté un programme d'assainissement limité pour 2010, qui comprend des hausses de la TVA et des droits d'accise et une réduction des dépenses publiques pendant un an. La nécessité de poursuivre l'effort d'assainissement est généralement bien comprise, mais aucun consensus ne se dégage dans le pays sur ses modalités. Pour que l'amélioration nécessaire du solde structurel devienne réalité, il faudra s'attaquer à de lourds postes de dépenses, en particulier dans les secteurs de la santé, des prestations sociales et des pensions, et réaliser des gains d'efficacité dans les services publics. Renforcer l'efficacité du cadre de politique budgétaire fondé sur des règles, recourir davantage aux conseils d'experts et à la coordination interministérielle pourrait contribuer à améliorer la discipline budgétaire et l'engagement envers l'assainissement, surtout lors de la reprise économique à venir.

Les perspectives de croissance devraient s'améliorer grâce à un redressement plus marqué du commerce mondial

La croissance devrait rester atone en 2010 car la reprise sur les principaux marchés d'exportation sera vraisemblablement timide. Elle s'accélénera quelque peu en 2011 grâce à l'amélioration du climat économique général et au renforcement de l'investissement. Les fonds structurels de l'Union européenne pourraient également apporter un élan bienvenu. Le taux de chômage, qui s'est rapidement accru en 2009, devrait être plus ou moins stable cette année et commencer à fléchir l'année prochaine, avec le raffermissement de la croissance. Toutefois, l'ajustement en cours sur le marché du travail, associé aux mesures prévues d'assainissement budgétaire, freineront probablement l'augmentation de la consommation privée.

Les évolutions à l'étranger revêtent un caractère crucial pour les perspectives de croissance

Les prévisions de croissance sont entourées de risques importants qui planent sur les principaux marchés d'exportation, notamment dans la zone euro. Du côté de la demande intérieure, le principal risque d'évolution plus défavorable que prévu tient à un affaiblissement éventuel de la consommation privée en réponse à l'incertitude quant à la composition du futur programme d'assainissement budgétaire.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-16-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.